

## **Lettre ouverte au Maire de Marseille**

Le 17 janvier 2024, un rendez-vous capital avec l'histoire de la politique de Réduction des risques a été manqué, avec l'invalidation de l'implantation de la 3<sup>e</sup> Halte Soins Addictions (HSA) de France, à Marseille au 110 boulevard de la Libération. Le lieu avait pourtant été proposé par votre cabinet et validé lors du comité de pilotage du 3 octobre 2023. Ce récent avis défavorable est en totale contradiction avec les déclarations précédentes des représentants de l'État et de la Ville. Déclarations faites au cours des réunions publiques successives avec des représentants des CIQ, des parents d'élèves, des habitants et des commerçants, en présence de l'ensemble des structures porteuses du projet. Ce revirement, alors que le projet était avalisé par le comité de pilotage national et en attente de signature ministérielle, marque le coup d'arrêt pour l'implantation d'une HSA à Marseille.

Ce revirement local n'est pas respectueux envers celles et ceux qui, avec beaucoup de ferveur et d'honnêteté, se battent pour améliorer les conditions de vie des personnes consommatrices de produits psychoactifs. Il porte un coup dur aux acteurs de terrain qui se sont engagés et se tenaient prêts à l'ouverture de la HSA dans les prochains mois. En 2023, plusieurs structures mobilisées autour d'ASUD Mars Say Yeah : Addiction Méditerranée, Aides, l'AP-HM, le Bus 31/32, le Groupe SOS Solidarités, Médecins du Monde, Nouvelle Aube, Vers Marseille Sans Sida et Sans Hépatites et l'UMR SESSTIM de l'Université Aix-Marseille se sont organisées dans un Groupe de Pilotage Stratégique. Une vingtaine de personnes se sont ainsi réunies chaque semaine au cours de l'année 2023 pour copiloter, en consortium, la mission de préfiguration pour la mise en place de la HSA : la communication et la médiation était lancée, le recrutement des équipes en cours, le projet architectural finalisé et les travaux prêts à démarrer.

Monsieur le Maire, cette décision aura des conséquences non seulement sur la santé des consommateurs de rue, qui n'auront d'autre choix que de continuer à consommer dans l'espace public, avec tous les risques que cela suppose, mais également pour la tranquillité des riverains.

L'impact humain et sanitaire est dramatique. Ce n'est pas qu'un projet qu'on abandonne : on abandonne à leur sort plus d'un millier de personnes usagères de drogues, tentant de survivre comme elles le peuvent dans les rues du centre-ville de Marseille. Des personnes exclues de l'accès aux soins et privées pour la plupart de leurs droits les plus élémentaires. Elles se retrouvent acculées une nouvelle fois au pire et contraintes de continuer à s'injecter dans des conditions indignes, errant de toilettes publiques en terrains vagues, de halls d'immeubles en parkings souterrains. Des personnes qui pour beaucoup voyaient dans cette HSA un début de

reconnaissance sociale, une main enfin tendue, un fébrile espoir de, peut-être, sortir de la lessiveuse qui les emporte au quotidien. Certains depuis des mois, d'autres depuis des années. Des personnes dont la rue et la grande précarité resteront le seul horizon, qui auront eu en prime, l'immense privilège d'encaisser la logorrhée, violente, stigmatisante, infâmante, qu'on aura laissé se déverser sur eux sans réagir durant des semaines de débats aussi iniques que vains.

Ces personnes usagères de drogues auront tout vu, tout entendu à leur sujet ces dernières semaines. Elles auront vu d'autres citoyens manifester, toute honte bue, vêtus de t-shirts arborant des seringues ensanglantées plantées dans des écoles. Elles auront entendu que leur simple présence dans le quartier revenait à « sacrifier 5000 enfants » (rien que ça). Elles vous auront entendu, vous-même, les qualifier de « personnes très dangereuses, pour elles et pour les autres » et que pour cette raison, vous n'acceptez pas de les laisser « trainer dans les rues », tout en accusant l'opposition de « jouer sur les peurs », plantant au passage le dernier clou sur le cercueil du projet. Ces personnes dont on parle, sans la moindre nuance, avec des mots si durs, si déconnectés de la réalité, seront peut-être un jour nos frères, nos sœurs, nos enfants.

Alors, il aurait été préférable, de l'avis quasi unanime, sauf de la maire de secteur et de son équipe municipale, d'implanter la HSA dans le premier arrondissement tout comme le recommandent aujourd'hui la préfecture de police et les instances judiciaires. Mais, vous n'avez pas osé ou voulu aller à l'encontre de l'opposition opiniâtre de la maire de secteur, qui, par ailleurs, n'a jamais souhaité rencontrer les porteurs du projet.

Le 110 boulevard de la Libération, choisi ainsi par défaut par votre cabinet, présentait de multiples avantages qui ont largement été décrits et précisés dans le projet déposé auprès de l'État. Seulement, cet emplacement a pâti du phénomène bien connu du « pas dans mon arrière-cour », au prétexte essentiel qu'il n'y avait jamais eu de consommation de drogue dans ce secteur. Tout a été dit et redit : la drogue n'existerait pas autour du 110 boulevard Libération. Il n'y aurait ni injecteurs, ni consommateurs de crack, encore moins à ciel ouvert. Que nenni. La réalité est que le Sleep'in (13 mn à pied du 110 boulevard Libération), le Spot Longchamp (6 mn à pied) et d'autres structures d'aide aux usagers distribuent chaque mois plusieurs milliers de kits d'injection ou d'inhalation aux usagers de rue. Chaque semaine, les associations de terrain et les services de la ville ramassent plusieurs dizaines de seringues et de matériels usagés sur les « hotspots » de consommation, bien connus des travailleurs de rue. On parle ici du Boulevard National (7 mn à pied), du début du boulevard Longchamp (6 mn à pied), ou de la place Labadié (11 minutes à pied). Une malheureuse coïncidence, voilà tout.

Selon les opposants, cette implantation était trop à proximité des écoles, mais nous avons démontré chiffres et cartographie à l'appui, que cette proximité n'était, ni plus, ni moins, importante que partout ailleurs dans le centre-ville.

Depuis plusieurs mois, les forces vives de la Réduction des risques et de la lutte contre le VIH sida et les hépatites dans leur totalité et ensemble, ont travaillé d'arrache-pied à constituer un dossier solide, ne ménageant pas leurs efforts et leur temps. En témoigne la qualité reconnue par le comité de pilotage national et toutes les initiatives prises pour construire le projet et pour l'expliquer aux riverains. Toujours et résolument en lien avec l'État, l'Agence Régionale de Santé, votre cabinet, vos services et, bien sûr, la première adjointe de votre municipalité.

Vous devez maintenant marquer l'histoire de la politique de Réduction des risques en suivant l'engagement sans faille de Michèle Rubirola, votre prédécesseuse et votre première adjointe en charge de la santé et en honorant la promesse de campagne du printemps marseillais.

Savez-vous que depuis plus de 10 ans l'implantation d'une salle de consommation à moindre risque est envisagée dans la ville de Marseille et que, à chaque fois, elle ne voit pas le jour de par le refus catégorique de son premier magistrat et de sa municipalité ?

Dans le fond, rien n'a changé, les municipalités passent et les projets de HSA trépassent.

Vous avez malheureusement cédé face à l'animosité d'une poignée d'habitants manipulée par votre opposition municipale. Vous n'avez pas voulu rencontrer les forces vives porteuses du projet qui aurait pu vous dresser un tableau différent de la question de l'usage des drogues sur notre ville et peut-être changer quelque peu vos représentations dépassées.

Néanmoins nous prenons acte que, dans vos déclarations publiques, vous vous engagez à ce que la ville de Marseille puisse disposer d'un tel dispositif.

Nous vous disons : « chiche ! ». Et nous vous donnons jusqu'au 16 février 2024 pour nous rencontrer et trouver un nouveau lieu d'implantation, en respectant, cela tombe sous le sens, les critères que nous avons définis avec les services de l'État.

Nous vous prenons donc au mot car nous accordons un poids aux mots et aux promesses. Nous vous donnons une chance de vous rattraper et de marquer la politique de Réduction des risques à Marseille qui a débutée, nous vous le rappelons, en 1996, par l'installation de distributeurs échangeurs de seringue dans chaque secteur par une des municipalités précédentes. Pour rappel également, les municipalités qui vous ont précédé ont largement contribué avec l'État, à développer une politique de Réduction des risques exemplaire, avec les résultats positifs que nous connaissons.

Cette politique est portée par un milieu associatif et humanitaire professionnel et militant, avec les usagers de drogues dont la mémoire et le combat doivent être salués ici. Parmi eux, celles et ceux qui ont créé et développé l'association d'auto-support des usagers de drogues, Asud Mars Say Yeah qui, maintenant, porte le projet de HSA avec notre soutien indéfectible. Le projet est toujours de changer l'image des usagers de drogues dans la société et à leurs propres yeux et de

transformer les « toxicos » en citoyens comme les autres, bénéficiaires de droits et de devoirs.

L'exemplarité marseillaise risque de se dissoudre si vous ne mettez pas tout votre poids dans la bataille aux côtés de votre première adjointe pour trouver cette nouvelle implantation telle que vous l'avez promise.

Nous le disons ici sans grandiloquence et en pesant chaque mot : chaque overdose, chaque arrêt cardiaque, chaque pathologie mentale développée faute de prise en charge, chaque contamination au VIH et à l'hépatite C que ce lieu aurait permis d'éviter, seront à imputer au bilan comptable de celles et ceux qui, aux responsabilités et en pleine conscience, se sont appliqués à saboter ce projet, à le regarder mourir, plutôt que d'investir leur énergie et leur légitimité démocratique pour le faire réussir.

Nous pensions que le sens de l'engagement public et du bien commun, gravé en lettres capitales jusque sur le fronton de nos mairies, était aussi de changer le destin de femmes et d'hommes oubliés de tous.

A vous de jouer, Monsieur le Maire. Les citoyens usagers de drogues de votre ville méritent un lieu digne et de qualité qui réponde à leurs besoins et leurs nécessités. Comme l'a répété à l'envie dans sa vie Béatrice Stambul, une Halte Soins Addictions, comme tout dispositif de Réduction des risques, n'est pas un problème, c'est une solution pour la Ville de Marseille.

*ASUD Mars Say Yeah, Aides, Bus 31/32, Médecins du Monde, Nouvelle Aube, Vers Marseille Sans Sida et Sans Hépatites.*



Contact presse ASUD Mars Say Yeah : [presse@ferryb-marseille.fr](mailto:presse@ferryb-marseille.fr)

Site internet : [www.ferryb-marseille.fr/](http://www.ferryb-marseille.fr/)

Texte lu lors de la rencontre du 24/01/2024.

Lien vers la captation vidéo : [https://www.youtube.com/watch?v=ybT6y\\_a6hyo](https://www.youtube.com/watch?v=ybT6y_a6hyo)